

problèmes

mercredi 19 juillet 2006 bimensuel n° 2.904

économiques

dossier

Économie du climat : l'après-Kyoto

- Protocole de Kyoto : où en est-on ?
- La difficile coordination des politiques nationales
- Marchés de droits à polluer : état des lieux
- Système des quotas échangeables : peut-on l'étendre aux PED ?

Politique budgétaire

L'insoutenable rigidité des dépenses de l'État

Entreprises

La croissance des groupes étrangers en France

Développement

Défaillances des États et des marchés :
l'approche de Jean-Jacques Laffont

La documentation Française

M 02299 - 2904 - F: 4,60 €



DOM : 4,9 €, Maroc : 53 MAD, Tunisie : 7300 TMM, CFA : 3300

problèmes n° 2.904 • Climat

économiques

Sommaire

Climat

Économie du climat : l'après-Kyoto

Les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂) ont **augmenté de 20,5 %** entre 1990 et 2003. Cette progression est due notamment aux **pays en développement (PED) en forte croissance** comme la Chine et l'Inde. La **régulation** du changement climatique et la **coordination** des politiques nationales constituent, en matière d'environnement, l'un des principaux enjeux du XXI^e siècle. En décembre 1997, 160 pays se sont réunis à **Kyoto**, au Japon, pour tenter de trouver une solution au problème posé par le **réchauffement climatique**. Cette tâche s'est avérée particulièrement délicate car toute solution qui constituerait un **obstacle à la croissance** ne pouvait être retenue. C'est là toute la problématique de « **l'économie du climat** ». Les négociations ont néanmoins permis de trouver un accord. Selon Aurélie Vieillefosse, le **Protocole de Kyoto**, dont elle décrit les avantages et les limites dans la *Revue d'économie financière*, mérite d'être défendu. Il constitue, à l'heure actuelle, le **seul instrument de lutte contre la pollution de l'air à l'échelle internationale**. Mais l'entrée en vigueur du traité, huit ans après le début des négociations au Japon, traduit, comme le rappelle Jean-Charles Hourcade dans la *Revue d'économie politique*, la **difficulté à coordonner** de manière efficace les **politiques climatiques**. Selon lui, une évolution vers un **système plus flexible**, qui ne se limiterait pas **aux échanges de quotas de droit à polluer** mais qui inclurait également les programmes de R&D pour développer les **énergies alternatives**, permettrait d'**intégrer les pays encore non signataires** comme les États-Unis. Dans *Éclairages – Crédit Agricole*, Philippe Roos présente le **marché des droits à polluer** comme le système de régulation des émissions de CO₂ le plus efficace puisqu'il offre la possibilité aux États et aux entreprises d'échanger des quotas. À l'heure actuelle, seule l'Europe a mis en place, en 2005, un tel système. La création d'un **marché international de permis d'émissions** devrait voir le jour **en 2008**. Renaud Crassous et Sandrine Mathy reviennent toutefois dans *Liaison Énergie-Francophonie* sur la **difficulté à étendre le mécanisme aux PED**.

Le Protocole de Kyoto... et après ?

Aurélie Vieillefosse *Revue d'économie financière* 2

Une coordination difficile des régimes climatiques

Jean-Charles Hourcade *Revue d'économie politique* 12

Les marchés de droits à polluer

Philippe Roos *Éclairages – Crédit Agricole* 21

Peut-on étendre le système des quotas échangeables aux PED ?

Renaud Crassous et Sandrine Mathy *Liaison Énergie-Francophonie* 25

Repères

- | | |
|---|----|
| 1. Glossaire | 8 |
| 2. Les émissions mondiales de CO ₂ par régions | 16 |
| 3. La position anti-Kyoto de Washington est contestée au sein même des États-Unis | 18 |
| 4. Le mini-krach du marché européen des droits à polluer | 23 |
| 5. La canne à sucre : le « pétrole vert » brésilien | 27 |

Pour en savoir plus...

Politique budgétaire

État imposant, État impuissant : la France paralysée par sa dette

Alexandre Siné *Futuribles* 31

Entreprises

La croissance des groupes étrangers en France

Jean-William Angel et Virginie Régner *INSEE Première* 39

Développement

Défaillances des États et des marchés : l'approche de Jean-Jacques Laffont

Jean-Paul Azam *Revue d'économie politique* 43